

EDUNIVERSAL

Siège social : 20 ter, rue de Bezons – 92400 Courbevoie
Société anonyme au capital de 568 897 euros

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 septembre 2017

RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 147 63 67 00

Fax : +33 (0) 147 63 69 00

www.rsmfrance.fr

EDUNIVERSAL

Siège social : 20 ter, rue de Bezons – 92400 Courbevoie

Société anonyme au capital de 568 897 euros

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 septembre 2017

Aux actionnaires de la société EDUNIVERSAL,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDUNIVERSAL relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous avons émis en date du 2 mars 2018 un rapport à l'attention des actionnaires appelés à se réunir en Assemblée Générale Ordinaire le 16 mars 2018 pour approuver les comptes dans lequel nous indiquions ne pas avoir eu communication des comptes ainsi que du rapport de gestion. Nous sommes de ce fait amenés à émettre un nouveau rapport portant sur les comptes arrêtés par votre Conseil d'administration en date du 2 juillet 2018, qui se substitue à notre premier rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Réserve pour limitation :

Le management procède à des estimations, basées sur des prévisions d'affaires, tel que rappelé dans la note « Règles et méthodes comptables – Règles générales » de l'annexe. S'agissant de prévisions d'affaires qui par nature revêtent un caractère incertain, les résultats réels pourraient s'avérer différents et affecter certaines estimations, tout particulièrement les actifs incorporels à savoir les sites internet en service et en cours de production et les fonds de commerce évalués à 4 056 K€ au 30 septembre 2017 ainsi que les actions propres et les options d'achats d'actions Eduniversal inclus dans le portefeuille de valeurs mobilières de placement pour un montant net de 782 K€.

Le contexte économique de la société, confirmé par le redressement judiciaire en date du 20 février 2018, représente à notre avis un niveau d'aléas qui ne nous permet pas d'avoir une visibilité suffisante pour nous assurer du caractère raisonnable, d'une part, des hypothèses retenues et le calendrier de réalisation des prévisions et, d'autre part, de la valeur d'entreprise en référence avec des opérations passées sur le capital.

De ce fait, nous estimons ne pas être en mesure d'apprécier si une dépréciation de ces actifs incorporels est nécessaire et pour quel montant, ni d'apprécier le bien-fondé du cours utilisé et si une dépréciation complémentaire ou une reprise de dépréciation de ces VMP est nécessaire et pour quel montant.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Règles et méthodes comptables-Règles générales » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations financières

Le paragraphe « Notes sur le bilan– Immobilisations financières » de l'annexe indique que la préparation des états financiers repose sur des estimations basées sur des données prévisionnelles d'activité et des conventions ou décisions à venir. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation relative à ces estimations et à nous entretenir avec la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations, nous avons effectué des tests de sensibilité afin de mesurer l'impact d'une réalisation du niveau d'activité inférieur aux prévisions sachant que par nature les prévisions revêtent un caractère incertain et présentent des aléas notamment dans le contexte économique actuel. Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe concernant les immobilisations financières.

Créances clients

Le paragraphe « règles et méthodes comptables – créances » de l'annexe précise que l'évaluation individualisée des créances clients repose sur une estimation du risque de non recouvrement compte tenu du contexte et de circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues. Nos travaux ont consisté à se faire présenter les procédures de recouvrement actuellement en place, à examiner la documentation relative à ces estimations, à nous entretenir avec la direction et à revoir l'évolution des sommes à recouvrer depuis le 1er octobre 2017. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 15 octobre 2018

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Stéphane MARIE

Associé



Sébastien MARTINEAU

Associé


Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2017	Net 30/09/2016
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	3 614 103	2 390 362	1 223 741	221 785
Fonds commercial (1)	509 147		509 147	509 147
Autres immobilisations incorporelles	2 323 431		2 323 431	2 328 043
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	587 225	192 700	394 525	448 218
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	5 702 047	4 694 324	1 007 723	4 412 727
Créances rattachées aux participations	798 315	798 315		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	116 392		116 392	100 608
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	13 650 660	8 075 702	5 574 958	8 020 527
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	227 047		227 047	238 477
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 919 120	3 328 743	1 590 378	3 140 036
Autres créances	2 211 649	988 026	1 223 623	2 224 727
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 682 399	1 459 219	1 223 179	977 403
Disponibilités	237 744		237 744	23 577
Charges constatées d'avance (3)	248 450		248 450	166 420
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 526 409	5 775 988	4 750 420	6 770 640
Frais d'émission d'emprunt à étaler				267 867
Primes de remboursement des obligations	4 567 367		4 567 367	
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	28 744 436	13 851 690	14 892 746	15 059 034
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			4 919 553	

Bilan passif

	30/09/2017	30/09/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital	568 897	565 975
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	11 551 093	11 366 991
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 759	60 759
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	80 852	80 852
Autres réserves	5 817	5 817
Report à nouveau	-10 976 639	-5 399 055
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-6 787 125	-5 577 583
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	97 852	78 789
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-5 398 492	1 182 545
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	11 800 000	3 700 000
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	11 800 000	3 700 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	570 530	801 670
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	570 530	801 670
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 239 836	1 214 791
Emprunts et dettes financières diverses (3)	366 107	89 738
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 361 607	3 995 016
Dettes fiscales et sociales	3 411 206	3 211 751
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 490	22 490
Autres dettes	69 712	322 868
Produits constatés d'avance (1)	449 750	518 164
TOTAL DETTES	7 920 709	9 374 819
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 892 746	15 059 034
(1) Dont à plus d'un an (a)	525 760	
(1) Dont à moins d'un an (a)	7 394 949	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	428 035	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	30/09/2017	30/09/2016
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 300 505	3 738 809
Chiffre d'affaires net	3 300 505	3 738 809
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée	-11 430	43 712
Production immobilisée	1 549 239	1 457 785
Subventions d'exploitation	1 000	2 609
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	102 397	840 657
Autres produits	97 569	-8 703
Total I	5 039 280	6 074 870
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	3 561 318	3 915 361
Impôts, taxes et versements assimilés	190 313	129 051
Salaires et traitements	2 231 936	1 752 415
Charges sociales	949 173	710 540
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	625 152	416 435
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	665 879	1 317 951
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	147 454	612 732
Total II	8 371 226	8 854 485
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-3 331 945	-2 779 615
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	35 188	6 393
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	504 048	45 233
Différences positives de change	327	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	539 562	51 625
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 237 007	1 001 793
Intérêts et charges assimilées (4)	202 717	765 967
Différences négatives de change	2 568	16
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	5 442 291	1 767 776
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-4 902 729	-1 716 150
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-8 234 674	-4 495 766

Compte de résultat

	30/09/2017	30/09/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	56 308,16	779 791,25
Sur opérations en capital	1 483 353,70	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	231 140,48	58 799,46
Total produits exceptionnels (VII)	1 770 802,34	838 590,71
Sur opérations de gestion	263 844,27	1 487 864,21
Sur opérations en capital	68 137,14	700,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 063,17	462 641,00
Total charges exceptionnelles (VIII)	351 044,58	1 951 205,21
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	1 419 757,76	-1 112 614,50
Impôts sur les bénéfices (X)	-27 792,00	-30 797,00
Total des produits (I+III+V+VII)	7 349 645,02	6 965 085,58
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	14 136 769,60	12 542 668,99
BENEFICE OU PERTE	-6 787 124,58	-5 577 583,41
- Redevances de crédit-bail mobilier	7 221,60	
- Redevances de crédit-bail immobilier	975,00	

COMPTES ANNUELS

2017

Période du 01/10/2016 au 30/09/2017

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA EDUNIVERSAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017, dont le total est de 14 892 746 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 6 787 125 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 02/07/2018 par le conseil d'administration.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société EDUNIVERSAL a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

Elle est actuellement placée en période d'observation. Depuis cette date la société a procédé à des réductions significatives de ses charges d'exploitation, tant au niveau de la masse salariale qu'au niveau des charges de structure.

La société EDUNIVERSAL entend proposer un plan de redressement sur le dernier trimestre 2018.

Compte tenu des réalisations de la période d'observation, et de la possibilité de présenter un plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause et a été retenu dans le cadre de l'établissement des comptes annuels au 30/09/2017.

Base de préparation des comptes annuels : La préparation des états financiers implique que la direction de la société procède à des estimations comptables et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan, les montants de charges et de produits au compte de résultat et les engagements relatifs à l'exercice clos. Ces hypothèses concernent principalement les immobilisations incorporelles (frais d'établissement, sites internet immobilisés et fonds de commerce), les titres de participation et les créances (fiscales, commerciales ou comptes courants) ainsi que les valeurs mobilières de placement (actions propres et option d'achats) Elles portent principalement sur des prévisions pluriannuelles de chiffre d'affaires et de charges reprises dans des business plans. Ces hypothèses reposent également sur l'analyse que fait la direction de la capacité de tiers à honorer leurs engagements du fait de projets attendus de la part de ces contreparties.

Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les réalisations pourraient s'avérer différentes des valeurs retenues dans le business plan. De même, la réalisation des hypothèses est étroitement liée à l'acceptation du plan de redressement que l'entreprise entend présenter.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des actifs incorporels repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts

· Sites internet :

Les sites internet sont amortis sur 3 ans en linéaire à compter de leur mise en service.

Au cours de la période, 5 sites internet ont été mis en service pour un montant de 1 553 K€..

Les sites en cours de développement sont comptabilisés dans le poste immobilisations en cours dès lors qu'ils remplissent les conditions de comptabilisation des immobilisations incorporelles.

· Fonds de commerce :

Les fonds de commerce correspondent à l'activité « Base de données » :

- de la société ACL Conseil, absorbée par SMBG en 2009,
- de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur conformément au règlement ANC 2015-006 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et portant sur les règles d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des fonds de commerce repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en cours relatifs aux coûts de production des différents guides édités par la société Eduniversal. Ces coûts de production sont évalués en fonction des temps passés par les salariés pour la réalisation de ces guides. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques de non recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et garanties obtenues.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 57 388 euros a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges d'exploitation

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2016 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice alors que le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice suivant.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs et évènements post clôture

Il est à noter deux évènements significatifs suivants :

1/ Redressement puis liquidation judiciaire de la filiale NOIR SUR BLANC :

La société NOIR SUR BLANC a été mise en redressement judiciaire en date du 28 Novembre 2017.

La procédure de redressement judiciaire a été convertie en liquidation judiciaire en date du 31 Janvier 2018.

Les titres de participation ont été dépréciés en totalité pour un montant de 2.238 K€.

2/ Ouverture d'une procédure de redressement judiciaire pour la filiale TILD :

La société TILD a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

Elle est actuellement placée en période d'observation.

Cette période a été l'occasion de procéder à des réductions significatives de ses charges d'exploitation, notamment grâce au départ négocié de son ancien dirigeant.

La société TILD entend proposer un plan de redressement sur le dernier trimestre de l'année 2018.

Compte tenu des réalisations de la période d'observation, et de la possibilité de présenter un plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause.

Néanmoins, en respect du principe de prudence, les titres de participation TILD détenus par EDUNIVERSAL pour 37 K€ ont été dépréciés en totalité.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	509 147			509 147
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 388 294	1 553 852	4 613	5 937 533
Immobilisations incorporelles	4 897 441	1 553 852	4 613	6 446 680
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	314 800			314 800
- Matériel de transport	32 943			32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	219 919	19 563		239 483
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	567 662	19 563		587 225
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	7 004 410		504 048	6 500 362
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	100 608	15 785		116 392
Immobilisations financières	7 105 018	15 785	504 048	6 616 755
ACTIF IMMOBILISE	12 570 121	1 589 200	508 661	13 650 660

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/09/2017
Éléments achetés	284 210
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	224 936
Total	509 147

Les fonds de commerce correspondent à l'activité "Base de données" :

Notes sur le bilan

a) de la société ACL CONSEIL, absorbée par SMBG en 2009

b) de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

L'évaluation de la valeur nette des titres de participation (Smbg Finance, Objectif Emploi, Noir sur blanc, The Agency Ltd, Tild, O'Potentiels, Roques de Cana, Financia) et des créances qui leur sont attachées (comptes-courants et créances clients) repose sur des données prévisionnelles, des conventions de cessions intervenues post clôture ou décisions à venir qui conditionnent la réalisation d'événements futurs.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur recouvrable qui repose essentiellement sur des données prévisionnelles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique à l'entité. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La valeur recouvrable de participations minoritaires et actifs associés repose sur d'autres estimations faites par la direction.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition et sont amortis sur 5 ans en amortissements dérogatoires.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SMBG FINANCES		-576	51,00			144				
SARL NOIR SUR BLANC	29		100,00	2 238						
O POTENTIELS	8	221	100,00	1 857	1 008	132		493	-15	
THE AGENCY	1		100,00	529						
OBJECTIF EMPLOI			100,00	650						
SASU TILD	38	-182	100,00	38				767	-183	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
ROQUES DE CANA	2 231	-3 275	2,80	280		1 160		444	-426	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 838 466	551 896		2 390 362
Immobilisations incorporelles	1 838 466	551 896		2 390 362
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	42 081	37 598		79 679
- Matériel de transport	31 885	1 057		32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	45 478	34 602		80 079
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	119 444	73 256		192 700
ACTIF IMMOBILISE	1 957 910	625 152		2 583 062

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 293 927 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	798 315		798 315
Prêts			
Autres	116 392		116 392
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 919 120	909 980	4 009 140
Autres	2 211 649	1 301 236	910 413
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	248 450	248 450	
Total	8 293 927	2 459 666	5 834 261
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients factures à établir	273 006
Rabais remises ristour. à obtenir	299
Total	273 305

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille (hors actions propres et hors option d'achat) se monte à 405 727 euros pour une valeur comptable de 1 207 645 euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 801 918 euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
ACTIONS RESEAU ENTREPRENDRE	1 207 645	405 727		801 918
TOTAL	1 207 645	405 727		801 918

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 591 683	3 405 004	504 047	5 492 640
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	3 380 503	2 497 881	102 397	5 775 988
Total	5 972 187	5 902 885	606 444	11 268 628
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		665 879	102 397	
Financières		4 248 981	504 048	
Exceptionnelles				

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 4 316 769 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Créances clients	3 328 742
Comptes courants	988 026
TOTAL	4 316 768

Notes sur le bilan

Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Tableau des dépréciations par catégorie de valeurs mobilières :

	Montant
DEPRECIATION ACTIONS ENTREPRENDRE	801 931
ACTIONS PROPRES ET OPTIONS ACHAT	657 288
TOTAL	1 459 219

Conformément à l'article L.221-6 du PCG, la valeur d'inventaire des actions ENTREPRENDRE a été déterminée par rapport au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 568 897,25 euros décomposé en 2 275 589 titres d'une valeur nominale de 0,25 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 263 900	0,25
Titres émis pendant l'exercice	11 689	0,25
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 275 589	0,25

La société a fait l'objet de deux augmentations de capital au cours de l'exercice :

- Une première augmentation en date du 15/06/2017 pour une souscription de 51.024 € répartis en 797,50 € de capital et le solde en prime d'émission.
- Une seconde augmentation en date du 30/09/2017 pour un prix de souscription de 136.000 € répartis en 2.125 € de capital et le solde en prime d'émission.

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	78 789	19 063		97 852
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	78 789	19 063		97 852
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		19 063		

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	441 670		231 140		210 530
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	360 000				360 000
Total	801 670		231 140		570 530
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			231 140		

Notes sur le bilan

1) Contrôle fiscal :

Dans le cadre d'un contrôle fiscal dont la société fait l'objet, une proposition de rectification a été adressée à la société en date du 3 Août 2017.

Le contrôle porte sur la période allant du 01/10/2013 au 30/09/2016.

La société a adressé une réponse à la notification, contestant une partie des rectifications proposées.

La provision constituée en N-1 pour couvrir le contrôle fiscal a été partiellement reprise, pour couvrir la sortie de ressource probable qui a été comptabilisée en dettes. La provision pour risque résiduelle couvre le montant notifié et partiellement contesté par EDUNIVERSAL.

2) Litiges sociaux :

Un litige s'est dénoué sur l'exercice entraînant une reprise de 27 K€

Un litige est toujours en cours, entraînant le maintien d'une provision se montant à 59 K€

3) Provision risque fournisseur :

Il existait en N-1 une provision pour risque correspondant à un contrat passé avec un fournisseur ayant reçu une avance sur prestations futures, pour lequel aucune facture n'avait été reçue. Du fait de la réception de la facture définitive, la provision a été reprise dans sa totalité, soit un montant de 48 K€.

4) Provision pour attribution d'actions gratuites :

La décision d'attribution à titre gratuit de 18749 actions de la société EDUNIVERSAL rachetées et destinées à être attribuées à titre gratuit à un horizon court terme se traduit par la comptabilisation d'une provision pour le montant brut incluant le forfait social de 20% soit 360 000 € dans le poste "Autres provisions pour risques"

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 920 709 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	428 035	428 035		
- à plus de 1 an à l'origine	811 801	286 801	525 000	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	153 199	152 439		760
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 361 607	2 361 607		
Dettes fiscales et sociales	3 411 206	3 411 206		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 490	22 490		
Autres dettes (**)	282 621	282 621		
Produits constatés d'avance	449 750	449 750		
Total	7 920 709	7 394 949	525 000	760
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	148 586			
(**) Dont envers les associés	212 908			

Il convient de relever les opérations suivantes intervenues sur l'exercice :

a) Nouvelles émissions ORA 2018 :

Emission de la 6e tranche d'ORA 2018 en Décembre 2016 pour nominal de 1.900.000 euros (soit 19 obligations de 100.000 euros de nominal émises au prix de 115.000 euros).

Emission complémentaire de 2 ORA 2018 émises au nominal

b) Plan ORA 2020

Conversion des ORA 2018 en ORA 2020

Dans le cadre d'une nouvelle émission (ORA 2020), il a été proposé aux titulaires d'ORA 2018 de les convertir en ORA 2020, moyennant le versant d'un complément de prix.

Sur les 58 ORA 2018 en circulation, 57 ont été converties en ORA 2020 (en deux tranches : une première vague de conversion de 55 ORA 2018 en 103 ORA 2020 puis une seconde conversion de 2 ORA 2018 en 4 ORA 2020).

Il demeure seulement une ORA 2018 en circulation à la date de clôture.

Il résulte de ces opérations réalisées au cours de l'exercice une prime de remboursement nette de 3.862.600 euros dans les comptes (correspond à l'écart entre les montants souscrits et la valeur nominale des obligations en circulation).

Les textes comptables prévoient en principe l'obligation d'amortir les primes liées aux emprunts.

Cependant, le cas d'espèce n'est pas directement traité par les textes du fait que la particularité de l'opération est que le remboursement se fait obligatoirement par émission de nouvelles actions, ce qui ne crée pas de sortie de ressources (trésorerie) pour l'entité au débouclage de l'opération.

Notes sur le bilan

Par analogie avec avec le traitement comptable qui peut être retenu lors de la conversion des obligations en actions, la prime de remboursement inscrite à l'actif sera imputée sur la prime d'émission relative à l'augmentation de capital afférente.

Souscription en numéraire de nouvelles ORA 2020 :

Il a par ailleurs été souscrit 10 ORA 2020 dont 5 libérées en numéraires et 5 libérées en compensation de soldes fournisseurs.

c) Frais émission :

Les frais relatifs aux ORA ont, dans la mesure où les ORA seront - conformément au contrat - obligatoirement remboursés en actions, été assimilés à des frais d'augmentation de capital puisqu'ils permettent d'obtenir une ressource durable non corrélée à la durée de vie de l'emprunt puisqu'elle sera permanente (du fait de l'augmentation de capital social). Ils seront comptabilisés comme tels lors de l'augmentation de capital social.

Caractéristiques des ORA 2018:

Tx d'intérêt : 2%

Nbre en circulation à la clôture : 1

Nominal en circulation à la clôture : 100.000 €

Echeance : Septembre 2018

Caractéristiques des ORA 2020 :

Tx d'intérêt : 2%

Nbre en circulation à la clôture : 117

Nominal en circulation à la clôture : 11.700.000 €

Echeance : Mars 2020

Charges à payer

	Montant
FNP	129 091
Sur emprunts aupres etabli. credit	77 025
Interets courus a payer	7 176
Int.courus s/emprunts participatifs	126 296
Dettes provisio. pour congés payés	128 872
Primes de bilan CAP	198 524
Charges sociales sur congés payés	57 992
Autres charges a payer	19 800
Autres charges a payer	309 531
Avis recouvrement M5 10 10 17	36 168
Total	1 090 474

Autres informations

Notes sur le bilan

Actions propres

Le portefeuille d'actions propres est composé de 84.016 actions EDUNIVERSAL.

Elles ont été évaluées pour leur dernier cours de cotation connue, à savoir 8,42 euros. Une dépréciation a été passée sur la base de ce cours.

Compte tenu de l'absence de transaction récente sur le titre, cette valorisation traduit des perspectives de développement et de rentabilité futures.

Une option d'achat est également présente en portefeuille. Elle permet d'acquérir 95.000 actions à un prix de souscription de 7,63 euros. La valeur de cette option d'achat a également été valorisée sur la base du cours à 8,42 euros, et elle a été dépréciée en conséquence.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	248 450		
Total	248 450		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	407 149		
Produits constatés d'avance Interco	42 601		
Total	449 750		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	2 872 982		2 872 982
Ventes de marchandises			
Produits des activités annexes	427 523		427 523
TOTAL	3 300 505		3 300 505

Les revenus de la société sont principalement constitués d'insertions publicitaires.

Les produits issus des prestations de référencement sont constatés lors de la signature des bons d'insertion.

Les produits issus des insertions publicitaires papiers sont constatés dès la sortie des guides.

Les produits issus de la vente des insertions publicitaires internet sont étalés sur la durée d'affichage.

Les produits issus de l'activité Booking sont constatés au moment de l'admissibilité du candidat (Mode A), de son inscription (Mode B), ou de la signature du bon de commande (Modes C et D).

La partie du chiffre d'affaires relative à l'exercice suivant est constatée en produits constatés d'avance (PCA).

Charges et produits d'exploitation et financiers

Résultat financier

	30/09/2017	30/09/2016
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	35 188	6 393
Reprises sur provisions et transferts de charge	504 048	45 233
Différences positives de change	327	
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	539 562	51 625
Dotations financières aux amortissements et provisions	5 237 007	1 001 793
Intérêts et charges assimilées	202 717	765 967
Différences négatives de change	2 568	16
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	5 442 291	1 767 776
Résultat financier	-4 902 729	-1 716 150

Les reprises de provision sont principalement (504 K€) constituées de la reprise de dépréciation sur titres objectif emploi, suite à la mise

Notes sur le compte de résultat

en oeuvre de la Garantie de passif relative à l'acquisition de ces titres. Cette garantie de passif a permis de réduire la valeur des titres objectif emploi au bilan, et de reprendre partiellement la dépréciation intégrale qui était provisionnée.

Les provisions constituées sur l'exercice sont principalement relatives aux éléments suivants :

- Dépréciation des titres et du compte courant ROQUES DE CANA qui a été cédé post clôture (1.190 K€)
- Dépréciation des actions propres et options d'achat (657 K€)
- Actualisation de la dépréciation des actions RESEAU ENTREPRENDRE (186 K)
- Dépréciation des titres et des comptes courants d'associés des filiales en fonction de leur situation propre (3.202 K€)

Parties liées

Les comptes courants inter-sociétés sont rémunérés au taux légal fiscalement déductible.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités sur marchés	3 387	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	63 190	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	197 267	
Autres charges	68 137	
Amortissements dérogatoires	19 063	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		55 819
Autres produits		1 375 945
Provisions pour risques et charges		231 140
Reprise provisions pour taxes		107 408
Produits divers sur exercice antérieur		490
TOTAL	351 045	1 770 802

Il est à noter sur l'exercice la réalisation la cession de 190 909 actions EDUNIVERSAL ayant entraîné la réalisation d'une plus value de 1.376 K€.

Il est également à noter qu'une partie du prix de cession a été réglé par l'attribution d'une option d'achats portant sur 95.000 actions EDUNIVERSAL, cet instrument financier a été affecté en compte 503501. La date limite d'exercice de l'option est fixée au 30 Septembre 2021.

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2013, la société SA EDUNIVERSAL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA EDUNIVERSAL. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Les filiales fiscalement intégrées sont les suivantes :

- TILD
- OPOTENTIELS
- NOIR SUR BLANC



Notes sur le compte de résultat

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Chaque filiale supporte la charge d'impôt qu'elle aurait constatée si elle avait été imposée séparément.

Autres informations

Effectif

L'effectif moyen du personnel s'établit à 43 personnes.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>VENTE A REMERE 17.778 ACTIONS EDUNIVERSAL</i>	149 690
Autres engagements donnés	149 690
Total	149 690
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre de la vente d'actions à réméré consentie par Martial GUIETTE à EDUNIVERSAL, celui-ci dispose d'une faculté de rachat portant sur 17.778 actions, et dont le prix d'exercice serait de 8,42 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.